

Pour répondre à cet objectif, le gouvernement fédéral, les provinces et le secteur privé devraient s'engager à renverser la tendance au ralentissement de l'activité de recherche et de développement en agriculture. Cet engagement devrait s'inspirer non seulement du besoin de ressources financières pour accroître les programmes de recherche et de développement mais aussi de la nécessité de former des scientifiques afin que le Canada puisse maintenir et améliorer sa position de grand producteur agricole mondial.

● (2140)

J'appuie cette position. Le gouvernement actuel devrait s'efforcer d'accroître et non pas de diminuer les sommes qu'il affecte à la recherche et au développement.

Le député de Hastings (M. Ellis) a parlé du financement des industries. Je viens d'une région agricole et je m'intéresse au financement de projets agricoles. Il vous suffira de visiter quelques fermes expérimentales des Prairies pour constater qu'elles sont presque au bord de la mendicité. Elles n'ont même pas assez d'argent pour mener à bien leurs programmes. C'est honteux, car il est essentiel de poursuivre la mise au point de nouvelles variétés de grain pour accroître la production, de nouveaux croisements animaux, etc. Sinon, nous serons devancés par les États-Unis, l'URSS et d'autres pays qui favorisent l'agriculture.

Je voudrais maintenant aborder la partie du bill qui traite de la stabilisation concernant le grain de l'Ouest, c'est-à-dire l'article 14 du bill, qui permettra au gouvernement de ne pas verser de sommes au Fonds du revenu consolidé aux fins de la stabilisation. Je ne suis pas comptable, mais il me semble que c'est comme si un employeur disait à ses employés: «Nous avons un régime de pension et vous devez y cotiser, mais nous n'allons pas tout de suite verser nos cotisations à ce régime». Il est évident qu'en reportant les sommes à verser, on réduira chaque année les crédits budgétaires jusqu'à ce que l'argent soit réclamé, et il est clair qu'aux termes de la loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, le gouvernement doit verser \$2 pour chaque dollar versé par l'agriculteur en plus de l'intérêt.

Le député de Battleford-Kindersley (M. McIsaac) avait raison de dire que le gouvernement serait bien évidemment obligé de verser ces sommes. A mon avis, cette obligation existe et elle continuera d'exister tant que le programme sera en vigueur. Par conséquent, je trouve ridicule que le gouvernement décide de ne pas verser ces sommes et de les utiliser à d'autres fins. A mon avis, cela veut dire que le gouvernement devra peut-être prévoir dans le budget de l'année prochaine ou dans celui de l'année suivante des montants deux fois ou trois fois plus importants que celui qu'il aurait retenu pour l'année en cours.

Le 10 novembre, le député de Battleford-Kindersley a déclaré à la Chambre à propos de la loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest:

Je regrette que plus de 30,000 producteurs de l'Ouest aient décidé de ne pas cotiser au régime. A mon avis, cependant, ce n'est pas parce que les agriculteurs ne sont pas prêts à faire confiance au gouvernement, mais plutôt parce qu'ils se sont laissé convaincre par certaines des bêtises qu'on a dites pendant les

Compression des dépenses de l'État

discussions qui ont entraîné la présentation du bill, quoique le député de Medicine Hat n'a certainement pas dit de bêtises.

Depuis ce discours, il paraît que près de 40,000 agriculteurs se sont retirés du programme. Le député de Battleford-Kindersley a raison de dire que les agriculteurs ne sont pas prêts à faire confiance au gouvernement. En fait, les agriculteurs ne comprennent pas ce programme. Je sais que le député d'Assiniboia s'est rendu dans divers endroits de sa circonscription et de sa province afin de parler aux gens. Pendant l'été, j'ai moi-même loué une salle et j'ai invité les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture à expliquer le programme à un groupe de quelque 30 ou 40 agriculteurs. Ces agriculteurs ont compris le programme. Récemment, le représentant d'un groupe d'agriculteurs m'a téléphoné pour me dire que les membres de son groupe pensaient qu'ils n'avaient que jusqu'au 30 novembre de cette année pour prendre une décision à propos du programme; il me demandait ce qu'ils devaient faire et souhaitait me voir. Je lui ai demandé s'ils avaient tenu des réunions et il m'a dit qu'ils avaient parlé au représentant d'une société d'éleveurs qui ne comprenait pas le programme ainsi qu'à leur représentant agricole qui ne pouvait pas non plus leur expliquer le programme. Que vont-ils donc faire?

M. Goodale: Pourquoi ne me demandez-vous pas d'aller leur expliquer? J'ai accepté plus de 50 invitations d'agriculteurs des Prairies.

Une voix: Cela coûte trop cher.

M. Neil: Cela ne m'a certainement pas coûté trop cher d'expliquer la chose dimanche dernier. J'ai passé deux heures et demie à expliquer ce programme à sept agriculteurs. Après cet entretien, cinq d'entre eux se sont déclarés en faveur du programme.

Des voix: Bravo!

Une voix: Vous êtes seul de votre côté.

M. Neil: Non, je ne suis pas seul, comme le prétend le député d'Assiniboia. C'est inexact. Mon parti n'a pas torpillé la loi de stabilisation du grain de l'Ouest.

M. Mazankowski: Nous l'avons améliorée.

M. Neil: Nous avons cherché à l'améliorer en présentant des amendements, des observations et des recommandations. Mais le ministre chargé de la Commission du blé (M. Lang) n'a pas voulu tenir compte de nos recommandations. Les producteurs de l'Ouest, eux, auraient été enchantés d'obtenir ce que nous proposons.

M. Goodale: Vous vous efforcez d'être juste, mais le reste de votre parti cherche à tout torpiller.

M. Neil: Ce n'est pas de ce côté-ci de la Chambre qu'on cherche à torpiller. Tous ceux à qui j'en ai parlé ont recommandé aux agriculteurs de participer au programme. Ce que je dis, c'est que le gouvernement ne s'est pas donné la peine de l'expliquer aux producteurs.